

Parlement francophone bruxellois
(Assemblée de la Commission communautaire française)



6 octobre 2025

SESSION ORDINAIRE 2025-2026

PROJET DE DÉCRET

**portant approbation du compte général et du règlement définitif
du budget de l'Entité francophone bruxelloise pour l'année 2021 ⁽¹⁾**

(1) Voir rapport de la Cour des comptes relatif à la certification du compte général consolidé de la Commission communautaire française pour l'exercice 2021 [doc. 110 (2022-2023) n° 1].

EXPOSÉ DES MOTIFS

L'Assemblée de la Commission communautaire française a adopté, le 24 avril 2014, le décret portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes administratifs publics qui en dépendent.

Ce décret, dont l'entrée en vigueur a été fixée au 1^{er} janvier 2016, prévoit notamment la mise en place d'une comptabilité générale tenue selon les règles usuelles de la comptabilité en partie double et établie sur la base du plan comptable établi par l'arrêté royal du 10 novembre 2009 fixant le plan comptable applicable à l'État fédéral et aux entités fédérées.

Il prévoit, en outre, que la comptabilité budgétaire soit tenue en liaison et de manière intégrée avec la comptabilité générale.

L'Entité francophone bruxelloise est définie à l'article 1^{er}, 14°, du décret précité comme étant l'entité formée par les services du Collège, les services administratifs à comptabilité autonome et les organismes administratifs publics.

Conformément à l'article 69, le compte général consolidé est établi par le Collège et envoyé à la Cour des comptes, pour certification, avant le 31 août de l'année qui suit celle à laquelle il se rapporte.

Il comprend :

1° le compte annuel, composé :

- du bilan au 31 décembre;
- des comptes de résultats établis sur la base des charges et des produits de l'exercice écoulé;
- du compte de récapitulation des opérations budgétaires de l'année, en recettes et en dépenses;
- de son annexe;

2° le compte d'exécution du budget, établi à partir de la comptabilité budgétaire, dans la même forme que le budget, et son annexe.

Au plus tard trois mois après réception de la certification des comptes par la Cour des comptes telle que visée à l'article 69, le Collège dépose le projet de décret portant approbation du compte général de l'Entité francophone bruxelloise à l'Assemblée.

Le compte 2021 présente la consolidation des comptabilités décrétable et réglementaire de l'administration.

Il couvre la période allant du 1^{er} janvier 2021 au 31 décembre 2021.

Dans la poursuite des améliorations du système d'information comptable en matière de gestion des immobilisations mis en place en 2017 par le service du Budget de la Comptabilité et de la Trésorerie de la Commission communautaire française, l'année 2021 a permis de poursuivre l'enregistrement dans la comptabilité patrimoniale, de l'ensemble des biens d'investissements de l'Administration centrale ainsi que les biens des services décentralisés, pour une valeur supérieure à 8.500,00 euros HTVA.

Le marché public en vue de réévaluer les bâtiments et les œuvres d'art à leur valeur de marché, évoqué dans le compte 2018 a abouti dans le courant du premier trimestre de l'année 2021. Néanmoins, leur enregistrement n'a pu être effectué étant donné que ceci nécessitait des développements de l'ancienne version SAP. Les réévaluations seront donc intégrées sur la nouvelle version SAP Régional en 2022.

D'autres avancées sont également intégrées dans le compte général 2021, à savoir notamment l'enregistrement des plus-values de réévaluation des immobilisés, la poursuite de la centralisation progressive des comptabilités des comptes extraordinaires et l'intégration de leurs inventaires et la mise en place d'une procédure de détection des factures réparties sur deux exercices comptables dans le but de réaliser une césure correcte entre les exercices comptables.

Par ailleurs, comme la version SAP utilisée par la Commission communautaire française arrive en fin de vie et ne sera plus maintenue à l'avenir par le CIRB, une pré-étude a été effectuée début 2021 en vue de rejoindre en 2022 la plateforme SAP régionale afin de bénéficier de la version SAP S/4 HANNA et de profiter de synergies avec la Région de Bruxelles-Capitale.

La présidente du Collège de la Commission communautaire française a transmis à la Cour des comptes, en date du 12 octobre 2022, le compte général non consolidé pour l'année 2021.

La Cour des comptes observe à nouveau que le compte général transmis n'est pas consolidé car il

n'intègre pas l'ensemble des unités qui constituent l'Entité francophone bruxelloise.

En conséquence, à l'instar des exercices précédents, la Cour des comptes considère que le compte général ne donne pas une image fidèle des comptes ainsi que la réalité économique de cette Entité.

Les documents transmis ne permettant pas à la Cour de certifier un compte général consolidé tel que le prévoient le décret du 24 avril 2014 et ses arrêtés d'exécution. Dès lors, elle a exercé sa compétence générale de contrôle des comptabilités générale et budgétaire définie à l'article 10, § 1^{er}, de la loi de dispositions générales.

Le contrôle de la Cour des comptes s'est plus particulièrement focalisé sur les éléments suivants :

- la justification des soldes du bilan de départ et notamment ceux des rubriques des immobilisations ainsi que les dettes et les créances;
- l'inscription des droits et engagements hors bilan;
- la réconciliation entre les comptabilités générale et budgétaire;

- l'exactitude des données figurant dans le compte d'exécution du budget;
- le respect des obligations réglementaires en matière de comptabilité et de budget;
- l'examen des procédures internes relatives à l'organisation de la comptabilité, au système comptable et aux acteurs financiers.

La Cour, dans son rapport sur le contrôle du compte général 2021, a synthétisé dans un tableau les observations formulées lors de ses contrôles précédents, ses recommandations et leur suivi par les services du Collège ainsi que ses nouvelles remarques portant sur l'année en cours.

Conformément à l'article 72 du décret du 24 avril 2014, le présent projet de décret vise à porter approbation du compte général et du règlement définitif du budget de l'Entité francophone bruxelloise pour l'année 2021.

L'exercice comptable et budgétaire est définitivement clos par le vote du décret portant approbation du compte général de cet exercice.

PROJET DE DÉCRET

portant approbation du compte général et du règlement définitif du budget de l'Entité francophone bruxelloise pour l'année 2021

TITRE I^{er}

Du compte d'exécution du budget

CHAPITRE I^{er}

Le budget des voies et moyens

Article 1^{er}

L'estimation des droits constatés en faveur de l'Entité francophone bruxelloise, pour l'année budgétaire 2021, s'élève conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget des voies et moyens », à la somme de 530.096.000 EUR.

Article 2

Les droits constatés en faveur de l'Entité francophone bruxelloise, pour l'année budgétaire 2021, s'élève conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget des voies et moyens », à la somme de 526.415.303,83 EUR.

CHAPITRE II

Le budget général des dépenses

Article 3

La prévision des crédits d'engagements à charge de l'Entité francophone bruxelloise, pour l'année budgétaire 2021, s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du Budget – Budget général des dépenses », à la somme de 559.669.000 EUR.

Article 4

Les sommes engagées au cours de l'année budgétaire 2021 du chef d'obligations nées ou contractées au cours de cette année budgétaire et, pour ce qui concerne les obligations récurrentes dont les effets s'étendent sur plusieurs années, les sommes exigibles pendant cette année budgétaire, s'élèvent, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget général des dépenses », à la somme de 538.821.953 EUR.

Article 5

La prévision des crédits de liquidation à charge de l'Entité bruxelloise francophone, pour l'année budgétaire 2021 s'élève, conformément au tableau « Compte d'exécution du Budget – Budget général des dépenses », à la somme de 569.341.000 EUR.

Article 6

Les sommes liquidées au cours de l'année budgétaire 2021 du chef des droits constatés découlant des obligations préalablement ou simultanément engagées s'élèvent, conformément au tableau « Compte d'exécution du budget – Budget général des dépenses », à la somme de 527.096.000 EUR.

Article 7

L'encours des engagements au 31 décembre 2021 s'élève à 122.486.910,05 EUR.

TITRE II

Du compte annuel

Article 8

Le compte annuel 2021 regroupe les comptabilités décrétales et réglementaire des services du Collège. Il est composé d'un bilan, d'un compte de résultat et d'un compte de récapitulation des opérations budgétaires.

Le compte général, incluant le compte d'exécution du budget et le compte annuel, est repris aux articles 9 à 11.

CHAPITRE I^{er}
Le bilan au 31 décembre 2021

Article 9

Le bilan synthétisé au 31 décembre 2021 s'établit comme suit :

En milliers d'euros

PCN	ACTIF	2021
20/6	Actifs immobilisés	88.785
28/9	Créances à plus d'un an d'échéance	3.044
30/7	Stock de fabrication et autres stocks	–
40/3	Créances à un an au plus d'échéance	16.267
5	Placements financiers à un an au plus d'échéance	93.440
	Disponible financier – Actions et parts – et leurs instruments financiers dérivés	
48	Comptes de régularisation et d'attente	4.650
	TOTAL ACTIF	206.186
	PASSIF	
10/3	Fonds propres	103.641
14	Provisions pour charges à venir	7.040
17/9	Dettes à plus d'un an d'échéance	7.633
44/7	Dettes à un an au plus d'échéance	37.260
5	Emprunts financiers à un an au plus d'échéance	1.419
49	Comptes de régularisation et d'attente	49.193
	TOTAL PASSIF	206.186

CHAPITRE II
Le compte de résultat

Article 10

Le compte de résultat synthétisé au 31 décembre 2021 s'établit comme suit :

En milliers d'euros

PCN	CHARGES	2021
60/67	Charges courantes	490.610
68/69	Charges en capital	14.688
699	Affectation du solde	3.103
	TOTAL DES CHARGES	508.401
6999	Augmentation de l'actif net ou diminution du passif net et augmentation des intérêts de tiers	139.849
	TOTAL GÉNÉRAL DES CHARGES	648.249
	PRODUITS	
70/76	Produits courants	525.915
77/8	Produits en capital	14
	Affectation du solde	3.123
	TOTAL DES PRODUITS	529.053

	RÉSULTATS	
	Solde des opérations courantes	35.306
	Solde des opérations en capital	– 14.674
	Sous-total	20.632
	Solde des opérations sur fonds propres et provisions	20
	SOLDE GLOBAL	20.652

CHAPITRE III
Le compte de récapitulation des opérations budgétaires

Article 11

Le compte de récapitulation des opérations budgétaires synthétisé de l'année 2021, en recettes et en dépenses, s'établit comme suit :

En milliers d'euros

SEC	Libellés	Montants
	RECETTES	
0	Recettes non ventilées	262
1	Recettes courantes pour biens et services	1.664
2	Revenus de la propriété	2
3	Transferts de revenus en provenance d'autres secteurs	6.925
4	Transferts de revenus à l'intérieur du secteur des administrations publiques	517.543
5	Transferts en capital en provenance d'autres secteurs	–
6	Transferts en capital à l'intérieur du secteur des administrations publiques	–
	Sous-total	526.396
8	Remboursements de crédits, liquidations de participations et ventes d'autres produits financiers	–
9	Dette publique	–
	TOTAL RECETTES	526.396
	DÉPENSES	
0	Dépenses non ventilées	12.452
1	Dépenses courantes pour biens et services	94.240
2	Intérêts et contributions aux pertes d'exploitation occasionnelles d'entreprises publiques	484
3	Transferts de revenus à destination d'autres secteurs	335.068
4	Transferts de revenus à l'intérieur du secteur des administrations publiques	54.120
5	Transfert en capital à destination d'autres secteurs	4.805
6	Transferts en capital à l'intérieur du secteur administrations publiques	3.080
7	Investissements	21.612
	Sous-total	525.862
8	Octroi de crédits, participations et autres produits financiers	
	Sous-total	525.862
9	Dette publique	1.233
	TOTAL DÉPENSES	527.095

Article 12

En application de l'article 73 du décret du 24 avril 2014, l'exercice budgétaire est définitivement clôturé par le vote du présent décret.

TITRE III

*Du compte consolidé**Article 13*

Le compte général consolidé prévu à l'article 69 du décret du 24 avril 2014 portant les dispositions applicables au budget, à la comptabilité et au contrôle des services administratifs de la Commission communautaire française et des organismes publics qui en dépendent n'a pu être produit pour l'année 2021. La Cour des comptes s'est, donc, abstenue de le certifier. Dès lors, le compte général des Services du Collège remplace ce compte consolidé.

Bruxelles, le 11 septembre 2025

Par le Collège de la Commission communautaire française,

La présidente du Collège, en charge du Budget,

Barbara TRACHTE